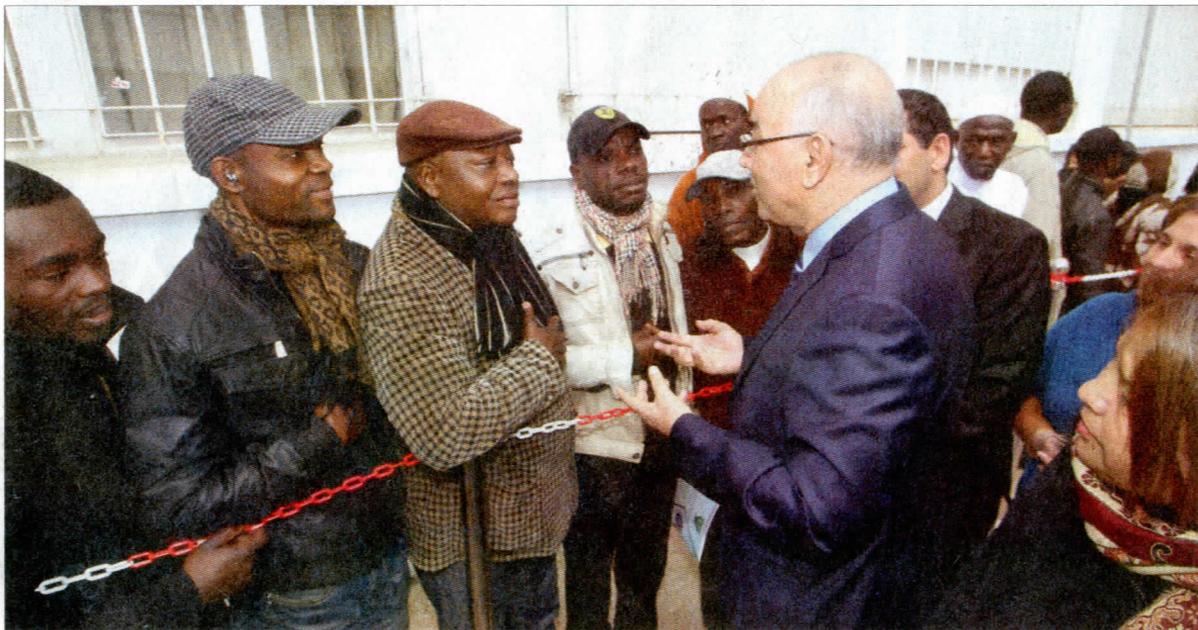


Notre reportage au «bureau des étrangers» de Rabat

# Régularisation des immigrés, la dignité retrouvée



*Charki Draiss, ministre délégué à l'Intérieur, discutant avec les premiers candidats à la régularisation.*

La campagne de régularisation des étrangers, qui a débuté jeudi, se déroule sous les meilleurs auspices. Des milliers d'immigrés - on évoque le chiffre de 40 000 personnes - devraient ainsi à terme se mettre en conformité dans les 83 bureaux qui vont ouvrir dans tout le pays. «Le Matin» est allé à la rencontre de certains d'entre eux, venus régulariser leur situation auprès du

«Bureau des Etrangers» de Rabat. Sénégalais, Guinéens, Philippins... Ils ont accepté de nous parler de leur vécu - souvent difficile - et des belles perspectives que l'opération de régularisation leur ouvre. Ils étaient tous unanimes : leur séjour au Maroc sera désormais synonyme de dignité et de stabilité.

Reportage au bureau des étrangers de Rabat

# Régularisation des immigrés, la dignité retrouvée

La campagne de régularisation des étrangers, qui a débuté jeudi dernier, se déroule sous les meilleurs auspices. Des milliers d'immigrés - on évoque le chiffre de 40 000 personnes - devraient ainsi à terme se mettre en conformité avec les 83 bureaux qui vont ouvrir dans tout le pays. «Le Matin» est allé à la rencontre de certains d'entre eux, venus régulariser leur situation auprès du bureau des étrangers de Rabat. Sénégalais, Guinéens, Philippins... ils ont accepté de nous parler de leur vécu - souvent difficile - et des belles perspectives que l'opération de régularisation leur ouvre. Ils étaient tous unanimes : leur séjour au Maroc sera désormais synonyme de dignité et de stabilité.

Il s'étaient une centaine de ressortissants étrangers en situation irrégulière, hommes et femmes, parfois accompagnés de leurs bébés, à faire la queue devant les services de la wilaya de Rabat. Bravant le froid glacial de ce vendredi 3 janvier, ils ont pris place, tôt le matin, devant le «bureau des étrangers» pour pouvoir bénéficier de l'opération exceptionnelle de régularisation qui avait débuté jeudi dernier. Venus par groupes ou individuellement, ces immigrés de différentes tranches d'âges et de diverses nationalités attendaient chacun son tour patiemment pour être reçus par les préposés chargés d'instruire leurs dossiers. Pour Lydia Joaquin, c'est un jour exceptionnel qu'elle attendait depuis longtemps. Munie de son passeport et de quelques documents administratifs, cette Philippine s'est rendue au «bureau des étrangers» à l'instar d'une dizaine de ses compatriotes désireuses de régulariser leur situation. Mais contrairement à elles, son séjour au Maroc a été des plus durs. Arrivée comme touriste depuis trois ans déjà, Lydia nourrissait l'espoir de pouvoir transiter rapidement vers l'eldorado européen, mais elle a vite déchanté. Le contrôle aux frontières est plus draconien et la

crise fait des ravages dans le vieux continent. Se rendant à l'évidence, elle s'est fait embaucher comme domestique, chez une famille casablancaise par le biais d'une agence de gardiennage. Là, elle connaîtra toutes sortes de maltraitances et de sévices physiques et moraux. Elle a même été séquestrée pendant deux ans par ses employeurs qui ont profité basement de sa situation d'immigrée irrégulière pour la réduire au silence. «On m'a confisqué mon passeport pour m'empêcher de m'enfuir, je travaillais pendant plus de 14 heures sans arrêt, je me levais à 6 heures du matin et je ne me couchais qu'à 2 heures, je n'avais pas droit à un jour de repos et lorsque mes employeurs sortaient, ils fermaient la porte à clé de peur que je m'évade», nous confie-t-elle, émue, les yeux larmoyants. Et d'ajouter, «J'avais de plus en plus peur pour ma vie et donc j'ai décidé de m'évader».

## Séquestration et exploitation

Face à l'exploitation inhumaine dont elle faisait l'objet, elle n'hésite pas à sauter du troisième étage. Elle a eu quelques fractures, mais elle a pu retrouver sa liberté. Malheureusement, d'autres immigrées



Lydia Joaquin (2<sup>e</sup> à gauche) et Thalia Farhana (3<sup>e</sup> à gauche), deux Philippines dont le séjour au Maroc était des plus douloureux à cause de leur statut d'immigrées clandestines. Grâce l'opération de régularisation, elles auront désormais des droits reconnus au même titre que les Marocains.

PH. KARTOUCH

philippines ont eu des expériences aussi douloureuses. Thalia Farhana en fait partie. Arrivée au Maroc depuis 3 ans, cette mère célibataire de 29 ans a été vilement exploitée comme domestique. Sans «papiers», elle ne pouvait que subir. Elle n'a dû son salut qu'à l'assistance de quelques bienfaiteurs marocains et d'une de ses compatriotes. Lydia et Thalia reconnaissent n'avoir jamais été payées pendant toute la durée de leur travail. Étant en situation de clandestinité, elles n'avaient jamais pu oser dénoncer

les mauvaises pratiques de leurs employeurs. Mais désormais, la donne a changé. Depuis le lancement de la nouvelle politique migratoire et l'opération exceptionnelle de régularisation, ces deux femmes, comme beaucoup d'autres immigrés, ont compris qu'elles avaient des droits et que plus jamais leur dignité ne serait bafouée en terre marocaine. La plus haute autorité du pays en a décidé ainsi. Thalia a eu vent de ces changements par «le biais d'une amie membre d'un syndicat et à mon tour j'ai fait circuler l'informa-

tion», dit-elle. «Lorsque j'ai appris la nouvelle, j'étais tellement émue que j'avais pleuré de joie. Cette mesure signifie qu'on pourra désormais travailler dans la dignité et bénéficier d'un contrat en bonne et due forme. La régularisation signifie aussi que nous pourrions mener une vie normale sans avoir peur d'être un jour arrêtés et refoulés», confie la jeune maman.

## Protection des immigrés

«On veut se sentir en sécurité», c'est la phrase qui revenait à chaque fois

dans la bouche des immigrés que nous avons rencontrés. Ayant longtemps souffert de l'instabilité, ils se disent tous optimistes sur les perspectives que leur ouvre l'opération de régularisation.

Mussa, un quinquagénaire d'origine congolaise, illustre le cas de beaucoup d'immigrés africains. Venu il y a une décennie pour faire ses études au Maroc, il avait depuis prolongé son séjour officiel plusieurs fois, avant de se transformer au fil des ans en migrant «sans papier».

Lire la suite de notre reportage en page 4